

RAPPORT D'ACTIVITES 2014

BURUNDI



PAD Burundi

Avenue du Lac n°7
6245/C Quartier Asiatique
Bujumbura
(+257) 75 110 775 / 22 275 850
pad.burundi@proactiondev.org

PAD Belgique

24 rue Camille Cals
B-5030 Ernage - Belgique
Tél : +32 81 600 125
melanie@proactiondev.org
<http://www.proactiondev.org>

OPDE

Boulevard du 28 novembre.
B.P 6252, Kigobé- Bujumbura
(+257) 22 241 099 / 22 218 148
diomède@opdeburundi.org
www.opde.org

SOMMAIRE

(+257) 22 241 099 / 22 218 148	1
diomède@opdeburundi.org	1
SOMMAIRE	2
Liste des abréviations	3
Introduction	4
1. Rappel des enjeux et des objectifs des programmes	5
2. Résultats attendus	5
I. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »..	7
1. Les activités réalisées en 2014	7
a. Zones d'interventions.....	7
b. Au niveau domiciliaire	8
c. Au niveau communautaire	10
d. Au niveau institutionnel	13
e. Evaluation d'impact à Rukaramu.....	14
2. Les perspectives 2015.....	14
a. Au niveau de l'approche	15
b. Au niveau communautaire	15
c. Partenariat	16
d. Au niveau institutionnel	16
II. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, hygiène source de vie saine »	17
1. Evaluation initiale.....	17
2. Renforcement des acteurs communautaires	18
3. Sensibilisation grand public	19
4. Perspectives	20
III. La collaboration avec le « programme pavage » de la CTB	21
1. Les apprenants du « programme pavage »	22
2. Les leaders communautaires.....	22
3. Les publics spécifiques.....	23
Conclusion.....	24

Liste des abréviations

AAKT :	Amazi, Amagara kuri Twese (l'eau et la santé pour tous)
AHR :	Agence burundaise de l'Hydraulique Rurale
ASC :	Agent de Santé Communautaire
AVEDEC :	Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire
CHA :	Comité Hygiène et Assainissement
CPE :	Comité de gestion des Points d'Eau
CTB :	Coopération Technique Belge
EHA :	Eau, Hygiène et Assainissement
GIZ :	Coopération Technique Allemande
ILD :	Initiative locale de Développement
ISAM :	Isuku Soko ry' Amagara Meza (Hygiène source de vie saine)
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OPDE :	Œuvre Humanitaire pour la Protection et la Défense de l'Enfance en difficulté
PAD :	Pro-Action Développement
PHAST :	Participatory Hygiene And Sanitation Transformation
ProSecEau :	Programme Sectorielle Eau
RCE :	Régie Communale de l'Eau
SLM :	Système de lavage des Mains
TPS :	Technicien de Promotion de la Santé
UNICEF :	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
USAID :	Agence des Etats Unis pur le Développement International
WAST :	Waste And Sanitation Transformation

Introduction

Présent depuis 2010 dans la commune de Mutimbuzi, province de Bujumbura Rural, le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Twese » (L'eau et la santé pour tous), existe depuis maintenant 4 ans.

L'année 2013 avait été une année de développement et de fortification du programme grâce à l'obtention de deux nouveaux partenaires financiers importants. Ces nouveaux financements ont permis d'initier une dynamique nouvelle : élargissement thématique et géographique, agrandissement de l'équipe, élaboration de nouvelles techniques d'animation et de nouveaux designs de latrines « EcoSan » (surélevées) à déshydratation, accroissement de la confiance des partenaires techniques, financiers et institutionnels.

En 2014, le programme AAKT a démarré de nouvelles actions sur des collines encore non couvertes et est dorénavant présent sur trois des quatre zones administratives de la commune. L'équipe se retire progressivement de Rukaramu, la première zone du projet, où une évaluation post intervention a été réalisée et a montré des résultats très encourageants. C'est surtout dans la zone de Maramvya que le projet a été très actif. Il s'est attaché à consolider et développer les nouveaux projets d'écosanitation et de gestion des déchets en renforçant les capacités des comités « hygiène et assainissement » (CHA) ainsi que l'approche WAST, une évolution de la méthode participative PHAST incluant la gestion des déchets. En fin d'année, l'équipe d'animation a également démarré une évaluation d'impact des dérivés des latrines EcoSan sur les cultures.

L'équipe d'animation du projet AAKT a également commencé une collaboration avec le Programme Pavage de la Coopération Technique Belge (CTB). Elle a dispensé des sensibilisations en hygiène, assainissement et principalement en gestion des déchets à la population et aux apprenants du programme dans trois communes urbaines de Bujumbura, dans le but d'appuyer la mise en place d'un système communal de gestion des déchets.

L'année 2014 a ensuite été marquée par l'ouverture du programme ISAM : « Isuku Soko ry'Amagara Meza » (Hygiène source de vie saine). Ce programme est mis en œuvre dans la commune de Gihanga, province de Bubanza, et s'est concentré en 2014 à la réalisation d'une

évaluation initiale approfondie et à la mise en œuvre des premières actions de sensibilisation « grand public » et de renforcement de compétences. Gihanga est la commune burundaise qui possède le plus faible taux de couverture en eau potable.

1. Rappel des enjeux et des objectifs des programmes

Les programmes AAKT et ISAM ont pour objectif global l'amélioration de l'environnement sanitaire à travers l'accès à l'eau potable, à l'assainissement solide et liquide et le renforcement durable des pratiques d'hygiène.

Ces deux programmes sont situés dans la plaine de l'Imbo. La nappe phréatique y est haute et le sol très sablonneux.

Mutimbuzi est une Commune périurbaine en raison de sa proximité avec la capitale et de la mixité de sa population, bien qu'en majorité agricole (rizicole notamment). Gihanga est plus rurale.

Ces deux communes ont été très affectées par les crises successives endurées par le Burundi. Les femmes, veuves et sans ressources, sont particulièrement touchées. Peu d'acteurs interviennent dans ces communes dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène alors que les besoins sont criants : méconnaissance des pratiques d'hygiène de base, manque d'eau (principalement à Gihanga), maladies diarrhéiques fréquentes et épidémies de choléra cycliques...

L'action se fait à trois principaux niveaux : Domiciliaire au sein des familles, Communautaire via la création et formation de comités, et enfin Communal avec les autorités locales. Parallèlement, le projet intervient aussi en milieu scolaire.

2. Résultats attendus

Depuis le début de l'intervention, l'équipe intervient au niveau des ménages, via une méthode participative intitulée « PHAST », qui vise à améliorer les pratiques en matière d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement. Depuis la mise en œuvre du nouveau projet, le « Participatory Hygiene And Sanitation Transformation » évolue en « Waste And Sanitation Transformation » (WAST). Il s'agit de compléter la méthode PHAST initiale avec des modules sur l'« eco-sanitation » et la gestion des déchets liquides et solides. Les sept étapes restent inchangées, seul le contenu des modules est élargi à la problématique déchets.

Immédiatement après cette animation PHAST/WAST, des comités-relais sont mis en place au niveau des communautés d'intervention (Comités de Points d'Eau, Comité Hygiène et Assainissement, « Club Wash » dans les écoles...) pour suivre, sensibiliser, responsabiliser, former, informer et représenter les bénéficiaires (ménages, élèves, personnel de santé...). Les Comités sont bénévoles, mais leur reconnaissance légale devrait permettre de pérenniser ces structures et de leur faciliter l'accès au micro-crédit pour mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

Les Comités élus par chaque groupe ayant suivi les animations décident avec les animateurs du projet les solutions techniques qui leur semblent les plus adaptées à leurs besoins et à leurs moyens, puisqu'une contribution est demandée aux ménages en apport local (sable, gravier, terre et main d'œuvre non qualifiée). La réflexion est ensuite relayée à l'ensemble des bénéficiaires. Puis les membres des Comités sont formés à la construction des ouvrages sanitaires et aident ensuite à la mobilisation communautaire pour l'organisation des chantiers de constructions. Enfin, une fois les ouvrages sanitaires réalisés, ces Comités sont formés à leur utilisation et leur maintenance.

Au niveau de la Commune enfin, des cellules de réflexions régulières entre intervenants devraient permettre l'élaboration de règlements et de plans communaux allant dans le sens du Droit à l'Eau, à l'Assainissement et à l'Hygiène.

En transversal de toutes ces activités, un monitoring est mené sous forme de suivi-évaluation-capitalisation. Cette démarche se matérialise par des enquêtes domiciliaires, la mise en place de comités de suivi stratégiques avec l'ensemble des acteurs impliqués ou encore des évaluations internes et externes.

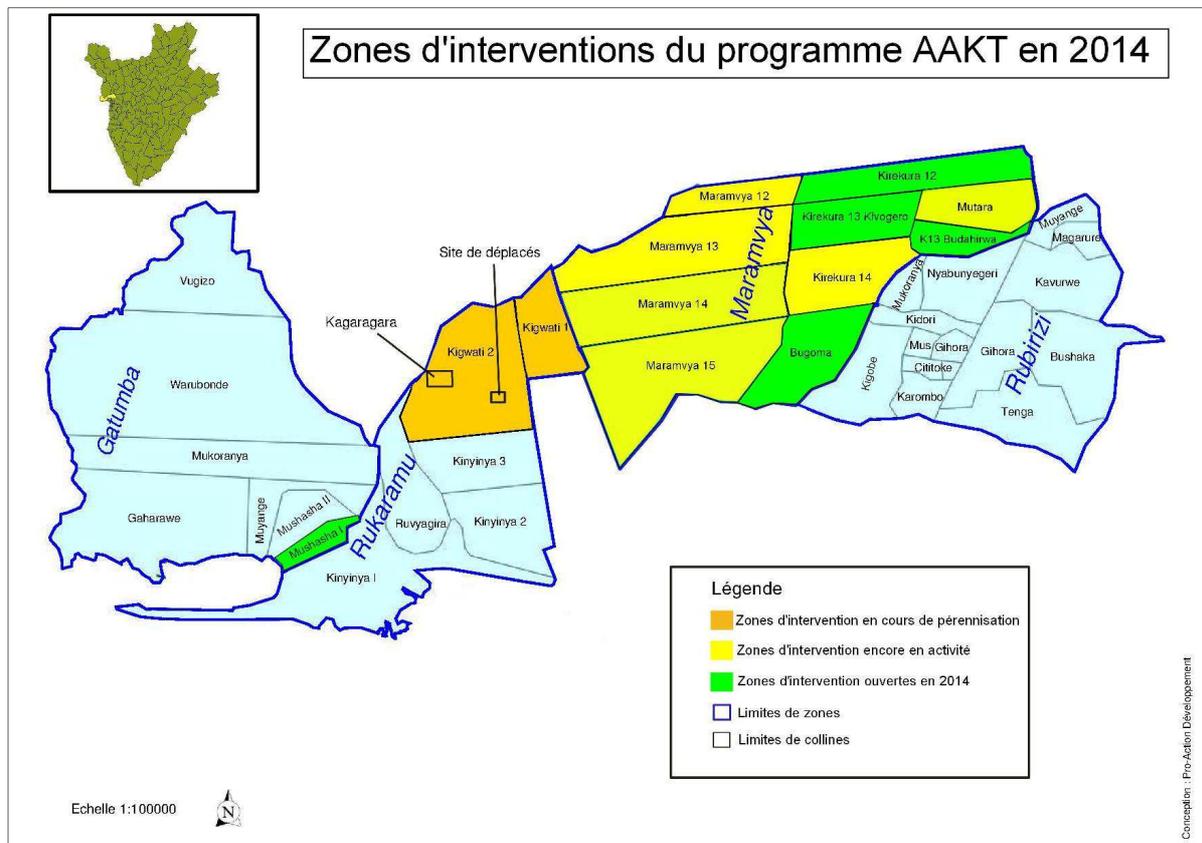
I. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »

1. Les activités réalisées en 2014

a. Zones d'interventions

Les principales activités de l'année 2014 se sont concentrées sur la zone administrative de Maramvya. L'équipe y a procédé à l'ouverture de deux nouvelles collines d'intervention, Kirekura 12 et Kirekura 13, divisée en deux sous collines : Kivogero et Budahigwa. Une troisième colline, Mushasha 1, a également été ouverte sur la zone administrative de Gatumba, à la demande de l'administration communale. L'équipe a également couvert Bugoma, une petite sous colline isolée de Maramvya 15 (voir carte).

279 enquêtes domiciliaires ont été réalisées dans ces nouvelles collines d'intervention afin d'obtenir l'image de la situation initiale et pouvoir ainsi en mesurer les progrès au fur et à mesure de la réalisation du projet.



b. Au niveau domiciliaire

Les animations

Les animations ont été clôturées sur la colline de Kirekura 12, atteignant une participation de 79% de la population adulte et ont permis d'axer l'intervention sur la mise en place de latrines dites EcoSan, adaptées aux difficultés de terrain et permettant la récupération des produits dérivés comme engrais. Les autres animations sont encore en cours et s'étendront sur 2015. Les animations sur la colline isolée de Bugoma ont permis d'identifier un manque d'eau criant pour cette population.



En termes de méthodologie, il s'avère que l'approche Phast/Wast se trouve confrontée à un contexte périurbain où les spécificités socio-économiques de la population sont différentes du milieu rural. En effet, beaucoup de ménages ne restent pas mobilisés durant la totalité des séances. Face à ces contraintes, l'équipe a réajusté son approche afin de s'adapter à la disponibilité des ménages.

Les équipes d'animation ont également reçu une initiation aux techniques de compostage afin d'accompagner la population dans la valorisation de leurs déchets organiques.



Photos : animations destinées aux populations des collines

Les réalisations familiales

Les résultats obtenus tout au long de l'année restent satisfaisants malgré certains retards dans l'agenda dus aux aléas climatiques, à la hausse de certains prix des matériaux et à une certaine fluctuation au niveau des ressources humaines.



Latrine EcoSan à Maramvya 15

Plus de 1100 latrines ont été réalisées avec une majorité de latrines à déshydratation EcoSan. Celles-ci rencontrent un succès croissant auprès de la population grâce aux différents avantages qu'elles offrent, tels que :

- l'ancrage durable sur le sol qui résout le problème du manque d'espace sur les parcelles, limitant également les problèmes d'ordre foncier dont souffre la commune ;
- la construction hors sol qui répond au problème de contamination de la nappe phréatique affleurante et évite les problèmes d'effondrement des fosses établies sur des sols sableux ;
- La production d'un engrais gratuit et de qualité.

La mise en place de ce type de latrine nécessite un important suivi de proximité de la part des animateurs afin d'en assurer une bonne utilisation. Le suivi des maçons locaux en charge de les réaliser demande aussi une attention particulière afin de garantir la qualité de l'ouvrage.

Des mesures particulières sont également proposées aux ménages les plus vulnérables afin de s'assurer qu'ils ne soient pas exclus du projet. Celui-ci repose en effet sur la participation active de la population bénéficiaire aux constructions sous forme d'apport local. Bien que le projet encourage l'esprit d'entraide entre les villageois pour fournir cet apport, il importe de trouver une solution durable pour les plus vulnérables et d'y réfléchir conjointement avec les leaders communautaires et les comités locaux (CHA).

Le projet poursuit également la mise en place de dispositifs sanitaires. L'utilisation des séchoirs à vaisselle sont bien acquis par la population et viennent améliorer les conditions

d'hygiène. Par contre la mise en place de systèmes de lavage des mains à la sortie des latrines demeure toujours difficile, même si la pratique semble s'améliorer.

c. Au niveau communautaire

Les Comités

Les trois jours de rencontre inter-CHA de septembre avaient pour objectifs de définir les activités à mettre en œuvre par les comités et d'élaborer un plan d'action.



Journées Inter-CHA

A l'issue de cette rencontre, les CHA se sont engagés à renforcer leurs actions de sensibilisation et de suivi auprès des ménages, notamment sur les questions liées à la gestion et au tri des déchets. Ils ont également encouragé le projet à faciliter les échanges entre les CHA les plus proches et à adopter des stratégies efficaces pour promouvoir l'hygiène et assainissement dans leurs communautés respectives.

Plusieurs perspectives d'actions et d'activités génératrices de revenus ont vu le jour : mise en place de jardins expérimentaux afin de tester les dérivés des latrines et de promouvoir l'utilisation d'engrais organiques ; organisation de la collecte des déchets solides ; création de zones de compostage collectif.

Parallèlement au renforcement des CHA, une vingtaine de maçons locaux a été formée à la construction de latrines EcoSan et à l'installation de la tuyauterie. Cette formation permet de renforcer les capacités de la communauté à prendre en charge par elle-même son environnement sanitaire. Le projet envisage de dispenser de nouvelles sessions de formation en 2015.

Les jardins expérimentaux

Plusieurs parcelles expérimentales sont suivies afin d'évaluer l'impact des dérivés des latrines EcoSan, d'adapter et de réajuster le mode opératoire et les dosages préconisés et enfin de capitaliser les différentes informations relatives à l'écosanitation. Les premiers résultats sont prometteurs mais doivent être confirmés par un échantillonnage plus large qui pourra avoir lieu à la prochaine saison culturale de septembre 2015.



Choux fertilisés aux produits dérivés EcoSan



Choux sans fertilisants

L'accès à l'eau

Cette année, le volet « accès à l'eau » a connu peu d'évolution, faute de financement. Seul un forage de faible profondeur à tarière manuelle a été réalisé, à Maramvya 12.

Aujourd'hui la priorité serait d'intervenir dans la sous colline de Bugoma (Maramvya 15), isolée et ne possédant aucun point d'eau.



Travaux sur le forage de Maramvya 12

Les interventions en milieu scolaire

Concernant le volet scolaire, l'année a débuté avec la mise en service d'un bloc de latrines à déshydratation construit en 2013 à l'école primaire Maramvya I. Ensuite, un autre bloc de même type a été construit à l'école primaire Maramvya II. Ces deux écoles sont situées sur la colline de Maramvya 15.

La direction communale de l'Enseignement primaire de Mutimbuzi, enthousiasmée par la nouvelle version du design réalisée dans ces deux écoles et les améliorations apportées depuis le premier ouvrage exécuté à l'école de Rukaramu, a sollicité le projet pour qu'il poursuive son intervention sur d'autres établissements de la commune.

Parallèlement aux ouvrages réalisés, différentes actions de sensibilisation ont eu lieu auprès des élèves des écoles de Maramvya I et II. L'équipe a ainsi organisé six séances de jeux d'éveil et d'épanouissement en rapport avec la promotion d'hygiène en milieu scolaire, dans chacune des écoles regroupant à chaque fois le Club hygiène et des membres du comité école (directeur, enseignants et représentants des parents). Par la suite, l'activité a été reprise par les enseignants auprès des élèves.



Latrines réalisées à l'Ecole Primaire de Maramvya II

d. Au niveau institutionnel

Le comité de suivi

Cinq rencontres avec le comité de suivi de la commune (composé du conseiller technique de la commune et de deux directeurs de lycée) ont permis de réajuster les orientations du projet en fonction des demandes et des besoins de l'administration communale.

Il a ainsi été décidé d'étendre prioritairement l'intervention dans les zones confrontées à des problématiques de sol limitant la mise en place de latrines.

Concernant la gestion des déchets et la mise en place d'une réglementation communale, il a été décidé conjointement qu'une étude approfondie de la situation devrait être menée dans la commune et viserait à identifier des pistes de valorisation des déchets solides.

Quant au renforcement de la Régie Communale de l'Eau (RCE), la priorité consiste d'abord à faciliter l'organisation de la formation de l'Agence burundaise de l'Hydraulique rurale (AHR) prévue par le cadre national. Cette formation aurait pour objectif de définir et clarifier la répartition des rôles entre la commune et la RCE puis de procéder à la signature d'une convention de délégation de la gestion service eau potable de la commune. De plus, elle

permettrait d'organiser et planifier les activités à mettre en œuvre et d'élaborer le budget annuel nécessaire à la RCE.

La Remise des ouvrages

Le 21 novembre 2014, le projet OPDE/PAD a officiellement remis à la communauté les blocs de latrines réalisés dans les écoles primaires ainsi que les forages. Cette cérémonie s'est déroulée en la présence des membres des comités concernés et des représentants du ministère de l'intérieur, du ministère de la coopération, de l'AHR, de la province et de la commune, de la direction communale de l'enseignement et de la RCE.

e. Evaluation d'impact à Rukaramu

Une enquête domiciliaire post intervention menée auprès de 195 ménages a permis d'avoir une image chiffrée de la situation actuelle et de son évolution par rapport au début du projet démarré quatre années auparavant. Dans un premier temps, nous pouvons déjà constater une forte augmentation (entre 70 et 75%) de l'indice sanitaire servant de référence à l'évaluation de l'impact du projet.

C'est en termes d'assainissement que le projet a probablement eu le plus gros impact. On observe en effet une forte amélioration de la qualité des latrines. Concernant les comportements et les pratiques d'hygiène, les résultats montrent des améliorations significatives mais des progrès peuvent encore être faits.

2. Les perspectives 2015

L'année 2014 s'est clôturée par un atelier participatif avec l'équipe du programme AAKT afin de dresser le bilan de l'année, d'identifier les points forts et les faiblesses de l'intervention et ainsi de définir des orientations pour l'année 2015.

La priorité du début d'année sera de clôturer l'évaluation de la zone de Rukaramu afin d'analyser l'impact du projet et d'identifier les perspectives d'actions pour la suite. Les résultats permettront d'estimer la couverture qui existe actuellement et de déterminer les éventuels futurs besoins.

a. Au niveau de l'approche

En termes d'approche, la priorité de l'année sera de renforcer le volet « EcoSan » avec l'amélioration des outils et des techniques mises en œuvre afin d'offrir un accompagnement de qualité à la population dans l'utilisation des engrais Ecosan. Il est prévu de recourir à un consultant spécialiste du domaine afin de procéder au renforcement des capacités de l'équipe et des CHA sur les thématiques en rapport avec la gestion des dérivés des Ecosan et leur mode d'application sur les cultures de base.

La méthodologie Phast/Wast telle que mise en œuvre actuellement devra subir une remise en question afin d'optimiser son efficacité et de la confronter aux spécificités socioculturelles et économiques de la population. Les outils utilisés seront aussi mis à jour et complétés.

L'équipe planifie également de développer un nouveau module spécifique aux enfants et de mener une réflexion stratégique sur l'approche à mener envers les populations les plus vulnérables.

D'un point de vue technique, différentes recherches et expérimentations seront entreprises afin d'améliorer les designs existants et d'en réduire les coûts pour les rendre accessibles au plus grand nombre.

b. Au niveau communautaire

L'organisation des journées inter-CHA semble être une bonne approche pour dynamiser ces différents comités. Ainsi, il est prévu d'augmenter la fréquence de ces événements et de planifier des rencontres par axe d'intervention. Ces journées permettront de renforcer les capacités des CHA et de programmer les activités à mettre en œuvre. Aussi, les différentes propositions d'activités déjà identifiées auprès de certains comités devraient permettre la mise en place d'actions concrètes, notamment sur la gestion et la valorisation des déchets. Domaine dans lequel le projet devra définir des perspectives concernant le devenir des déchets non organiques, identifier davantage de filières de recyclage et des pistes d'actions pertinentes et durables.

Outre le module de formation EcoSan qui sera renforcé et élargi, le programme planifie de dispenser d'autres formations auprès des comités : gestion de micro projet, technique d'animation et leadership, etc.

Parallèlement, les volets « eau » et « milieu scolaire », relativement en « stand-by » pour le moment, ne manquent pas de perspectives. En cas d'acquisition de financements, plusieurs écoles sont déjà identifiées. En termes d'accès à l'eau la priorité sera d'appuyer les habitants des collines les plus démunies (Bugoma pour la réalisation d'un forage puis ceux de Kirekura 14).

c. Partenariat

Un échange d'expérience est planifié pour le début d'année afin de confronter différentes approches et d'en tirer des enseignements à mettre en œuvre. L'équipe souhaite développer ce volet d'échanges, et différentes visites sont envisagées avec des organisations telles que AVEDEC (Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire) ou UNICEF.

d. Au niveau institutionnel

L'année 2015 sera marquée par la tenue d'élections générales au Burundi (présidentielles, législatives, communales et collinaires). La situation actuelle laisse certains doutes quant au déroulement de celles-ci car les conditions ne semblent pas réunies pour qu'elles se passent sereinement. Il n'est donc pas certain de voir de grandes avancées sur le volet institutionnel pendant cette année. L'administration communale devrait en effet être davantage concentrée sur l'organisation des élections. Par ailleurs les résultats de celles-ci pourraient venir modifier le paysage institutionnel et par conséquent freiner la réalisation de certains objectifs.

Le programme mettra la priorité sur les réflexions en cours avec la commune sur la question de gestion des déchets dans l'optique d'aboutir à la mise en place de recommandations et de réglementations communales visant principalement les pratiques domiciliaires. Il sera également important de définir une stratégie permettant de donner à la commune la capacité d'encadrer les activités d'écosanitation et aussi d'identifier les agents communaux et les personnes clés à former afin d'ancrer durablement les compétences relatives à l'utilisation des dérivés EcoSan.

Parallèlement, le projet se concentrera également à développer une collaboration avec l'AHR afin de renforcer les capacités de la RCE en concertation avec les autres acteurs présents sur la zone.

II. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, hygiène source de vie saine »

Ce programme, basé sur des objectifs semblables à ceux du programme AAKT, a démarré en août 2014 dans la zone administrative de Gihanga (commune Gihanga, province Bubanza). Le premier volet avait pour but de réaliser une prospection approfondie de la zone, de mener des enquêtes domiciliaires afin de cibler les principales problématiques en termes d'eau, hygiène et assainissement (EHA), puis de lancer les premières activités de sensibilisation à grande échelle auprès de la communauté. Une équipe de trois personnes a été recrutée et formée pour mener à bien ce premier volet.

1. Evaluation initiale

Sur base de grilles de prospection détaillées, l'équipe s'est déployée sur l'ensemble des neuf collines composant la zone de Gihanga et a identifié les principales difficultés afin de **déterminer les zones d'actions prioritaires**.

- La zone est confrontée à un gros problème d'accès à l'eau potable mais aussi à de nombreuses contraintes techniques limitant le choix des solutions. En effet, la commune étant située sur la plaine de l'Imbo, aucune source d'eau n'est captable dans la commune et la nappe phréatique présente un fort taux de salinité à plusieurs endroits.
- Différents projets d'adduction d'eau potable sont en cours d'étude ou en recherche de financement au niveau de l'AHR et de la Regideso afin de renforcer le réseau existant.
- Au niveau communal, la commune a délégué ses services de gestion d'eau potable à la RCE en 2014. Celle-ci, formée par l'AHR semble relativement dynamique mais est confrontée à un manque de moyens financiers. Elle se dit prête à collaborer avec le projet dans le but de redynamiser les comités de gestion des points d'eau existants. Des discussions sont aussi en cours avec la Regideso afin d'harmoniser la gestion des bornes fontaines publiques.

L'équipe a ensuite réalisé une **enquête auprès de 372 ménages** dans le but de recueillir des informations sur les connaissances, attitudes et pratiques de la communauté en termes d'EHA.

- Il apparaît que la totalité de la population enquêtée utilise des latrines. Si la majorité en dispose sur sa propre parcelle, les autres utilisent celles des voisins... Le problème réside davantage dans la qualité des latrines, majoritairement composées de simples rondins de bois et non de dalles en béton.
- En termes d'accès à l'eau, seulement un tiers des personnes enquêtées estiment que leurs besoins sont couverts. Et au moins six sous collines sur les neuf ne disposent d'aucun point d'eau. Celles-ci sont pour la majorité situées en hauteur et sur des sols rocheux ce qui limite fortement les possibilités de forage ou la réalisation d'adduction gravitaire.
- En moyenne, la population parcourt plus d'un kilomètre pour s'approvisionner en eau de boisson et un cinquième des enquêtés parcourent plus de 2 kilomètres, alors que les recommandations nationales préconisent 500 mètres maximum.
- Concernant les pratiques d'hygiène, une grande majorité des enquêtés disent se laver les mains dans les moments les plus critiques, mais utilisent du savon.
- Quant à la gestion des déchets, les deux tiers des ménages brûlent leurs déchets et ne les récupèrent donc pas pour le compost. Un quart de la population utilise des engrais chimiques sur leurs cultures.

2. Renforcement des acteurs communautaires

En prévision de la sensibilisation grand public, **le projet a identifié 42 personnes ressources** réparties sur l'ensemble des collines afin de faciliter la mise en œuvre de l'action et de procéder à son suivi. Ces personnes ont participé à deux séances de formation, soit une avant et une après la sensibilisation, dispensées selon une adaptation de l'approche Phast. La première session était axée sur les généralités liées aux thématiques EHA et avait pour but de préparer la sensibilisation. La deuxième s'est focalisée sur le débriefing de la sensibilisation et est venue renforcer et compléter les sujets abordés lors de la première séance avec un focus sur les voies de contamination.

Enfin, ces deux sessions avaient également pour objectif de mener une réflexion conjointe sur la situation de la zone, d'identifier les principaux problèmes et de réfléchir à la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre du projet. Les participants ont semblé enthousiastes et prêts à se mobiliser.



formation des leaders



jeu de la paraffine avec les leaders.

3. Sensibilisation grand public

Dans un second temps, l'équipe a organisé une campagne de sensibilisation grand public. Pour ce faire elle a collaboré avec la troupe « NKINANKEBURA » constituée par des jeunes du centre jeune de Gihanga. Celle-ci a créé trois sketches mettant en exergue certaines problématiques de la vie quotidienne liées à l'hygiène et l'assainissement.

Le premier était axé sur l'importance du lavage des mains dans les moments critiques, de l'hygiène en général et des conséquences d'une mauvaise hygiène. Le second portait sur l'assainissement en général, intégrant les problématiques liées à la gestion des déchets mais surtout sur la nécessité d'avoir des latrines à disposition, aussi bien à domicile que dans les lieux publics. Le dernier ciblait l'hygiène alimentaire.

Chaque sketch était suivi d'un débat avec la population. Parfois, celle-ci était également sollicitée pour participer à des jeux tels que celui de la paraffine, qui met en avant l'importance d'un lavage correct des mains.

Ces représentations ont eu lieu grâce au concours des leaders communautaires et des agents de santé communautaires (ASC) qui ont mobilisé la population. Au total 13 représentations réparties sur les neuf collines ont permis de rassembler plus de 4000 personnes.

Il semblerait que cette sensibilisation a eu des effets positifs auprès de la communauté et a impulsé quelques changements, même si ceux-ci restent difficiles à déterminer objectivement.

Les différents changements observés ont été relevés par les ASC qui avaient été sollicités par le projet afin de procéder au suivi de cette sensibilisation et d'en assurer la continuité. Il a été constaté que certains ménages ont démarré la construction de nouvelles latrines. Ensuite, dans certaines collines, la communauté s'est mobilisée pour réaliser des latrines publiques. Les assistants collinaires ont également relevé des différences de comportement auprès des commerçants du marché, qui apportent davantage d'attention à l'hygiène des aliments vendus.



Séance de sensibilisation Grand public

4. Perspectives

Pour la seconde phase, le projet envisage de démarrer son intervention dans la sous colline de Kizina A, sélectionnée en raison des problématiques d'assainissement rencontrées : peu de latrines de qualité minimale sont présentes du fait de la hauteur de la nappe phréatique. Ce choix faciliterait ainsi l'implantation des latrines EcoSan dans la zone. La colline possède également une école primaire dépourvue d'infrastructures sanitaires et seulement deux bornes fontaines sont en service pour une population de presque 4000 habitants.

Concernant l'accès à l'eau potable, il semblerait également intéressant de travailler avec l'AHR et la Regideso afin d'appuyer leurs projets d'adductions qui viendraient renforcer le réseau actuel qui fait face à un manque de débit significatif. Ainsi, le projet de la Regideso

visant à renforcer le captage de Rugasi permettrait d'augmenter de près de 50% le nombre de bornes fontaines fonctionnelles. Un volet spécifique à l'accès à l'eau pourrait éventuellement se détacher de l'approche globale.

Le projet prévoit également d'appuyer la RCE qui planifie la création de « comités point d'eau (CPE) au niveau collinaire.

III. La collaboration avec le « programme pavage » de la CTB

OPDE/PAD travaille depuis le mois de juin 2014 et pour une durée d'un an en collaboration avec la Coopération Technique Belge (CTB), à la préparation et la mise en place de formations participatives en Hygiène et assainissement. Ces formations se déroulent dans trois communes urbaines de Bujumbura (Kamenge, Kinama, Cibitoke, d'où le nom du projet : KKC) La CTB, à travers son « programme pavage » vise le développement économique et social de ces communes par la mise en œuvre d'un programme pavage à haute intensité de main d'œuvre. Parallèlement, elle a décidé de mettre en place un système communal de gestion des déchets solides afin d'assurer la salubrité des communes et de limiter la dégradation des infrastructures réalisées par les déchets (routes pavées, caniveaux). Le programme est mis en œuvre sous forme de chantier-école. Les apprenants du programme participent aux chantiers et bénéficient d'un cycle de formation de neuf mois incluant des formations psycho-humaine, des formations professionnelles et des formations humaines thématiques dont l'hygiène et l'assainissement.

Ces formations s'adressent à des groupes différents de participants et correspondent chacune à un objectif précis. D'une part, OPDE/PAD dispensent les formations en hygiène, assainissement et gestion des déchets pour les apprenants du programme. Ces formations ciblent le renforcement des connaissances et des pratiques des participants.

Ensuite des formations spécifiques sont dispensées auprès des leaders communautaires. Celles-ci visent à conscientiser les différents chefs locaux à l'importance d'une bonne gestion des déchets afin de favoriser l'adhésion de la population au système communal de gestion des déchets.

Enfin d'autres formations sont développées en fonction de l'évolution des besoins ; Par exemple, des formations auprès de groupes spécifiques afin de renforcer la sensibilisation des

habitants, ou auprès des membres du groupe environnement de la commune Kamenge, jeunes engagés dans la gestion de leur environnement et capable de sensibiliser leur entourage.

1. Les apprenants du « programme pavage »

Les apprenants du « programme pavage » intègrent un cycle de formation de trois demi-journées :

- Hygiène personnelle et familiale / lutte contre la malaria
- Assainissement
- Gestion des déchets



10: formation des apprenants au Centre de Jeunes de Kamenge

De manière générale, les apprenants du « programme pavage » sont motivés par les formations, les travaux de groupe et les prises de parole. Les hommes et les femmes participent activement et les groupes de travail sont mixtes. Après les premières formations, certains outils ont été modifiés et réadaptés en fonction des réflexions des participants.

Cette formation a pour objectif de renforcer les connaissances des apprenants en matière d'EHA et d'améliorer leurs pratiques d'hygiènes au quotidien. Le programme pose également le postulat que ces participants pourront relayer les connaissances apprises et ainsi sensibiliser leur entourage. Pour ce faire un livret résumant les messages clés de l'hygiène et l'assainissement est en cours de réalisation et sera prochainement distribué à chaque apprenant.

2. Les leaders communautaires

Plusieurs formations ont été préparées et dispensées pour ce public particulier composé des chefs de quartier, de rue et de 10 parcelles. Ces formations ont pour but de sensibiliser les leaders et de les



11: formations des leaders communautaires

former à devenir des portes paroles afin d'inciter les populations à comprendre l'importance d'adhérer au système communal de gestion des déchets mis en place. L'approche se compose de trois modules de formations dont deux dispensés par OPDE/PAD :

- Une formation à la gestion des déchets, comprenant une bonne compréhension de l'assainissement et du système de gestion des déchets mis en place par la CTB et les communes.
- Une « formation à former », destinée aux leaders afin qu'ils puissent sensibiliser les populations à la bonne gestion des déchets. Elle s'accompagne de livrets visuels remis aux participants.
- La troisième formation est dispensée directement par la CTB et est axée sur la conscientisation des participants.

3. Les publics spécifiques

Une formation a été dispensée à des jeunes du Centre Jeunes de Kamenge. Les participants étaient de jeunes journalistes de plusieurs nationalités (Burundi et RDC) et des membres du « groupe environnement » de la commune de Kamenge que la CTB souhaite redynamiser. Le but était de renforcer leurs compétences et de les motiver à s'impliquer dans la gestion des déchets au sein de leur commune.



12: visite d'une zone de transit des déchets

Cette formation particulière s'adressait à un groupe de jeunes particulièrement éveillé et intéressé. N'ayant pas eu le temps de tout aborder, et souhaitant poursuivre dans la thématique, ils ont demandé de continuer les séances d'animation.

Conclusion

Après avoir connu de grandes évolutions en 2013, de par l'acquisition de financements intéressants (AFD et Awac), le programme AAKT s'est stabilisé en 2014 et est désormais relativement autonome. Les activités en lien avec l'hygiène et l'assainissement sont bien ancrées dans le territoire, grâce notamment à l'investissement et la mobilisation des comités « hygiène et assainissement ». Les constructions familiales ont atteint un rythme appréciable et continuent de s'accroître. L'évaluation de l'intervention sur la zone de Rukaramu a démontré une forte évolution de l'indice sanitaire et a également permis de cibler certains aspects de l'approche à améliorer.

L'écosanitation est sans doute l'un des points forts du projet. Cette technique, totalement absente de la zone d'intervention avant le projet, connaît dorénavant un succès grandissant. En effet, elle permet de résoudre les problèmes d'assainissement au niveau familial en répondant à l'une des principales priorités des ménages qui réside dans l'amélioration de leurs rendements agricoles. L'année 2015 devra venir asseoir les compétences relatives au niveau communal afin de pérenniser cette technique dans la commune de Mutimbuzi.

Toutefois le programme regrette le peu de réalisations en milieu scolaire. Les besoins sur ce volet sont réels et d'ores et déjà identifiés mais aucun partenariat financier n'a pu être concrétisé durant cette année. Seule une nouvelle école a pu être couverte en 2014.

Mis à part la stabilisation du programme AAKT, celui-ci s'est développé avec le démarrage d'un partenariat avec la CTB, actif sur Bujumbura mairie.

Enfin, le consortium OPDE/PAD a lancé un nouveau programme dans la commune de Gihanga. Après une première phase axée sur l'évaluation approfondie de la zone et le lancement d'une campagne de sensibilisation grand public, les premières réalisations devraient voir le jour en 2015. En effet l'année s'est clôturée par l'obtention des financements nécessaires au lancement de la deuxième phase.

L'année 2015 s'annonce particulière du fait de l'organisation d'élections générales dans le pays (communales, législatives, présidentielles). La situation actuelle ne permet pas encore de se projeter sereinement dans cette période et des perturbations sont à craindre.

Hormis ce contexte externe au projet plusieurs défis s'annoncent pour l'année à venir :

- Renforcer le volet EcoSan et transférer les compétences aux acteurs communaux ;
- Evaluer et renforcer l'approche Phast/Wast ;
- Pérenniser les comités existants ;
- Développer de nouveaux partenariats financiers pour les volets « écoles » et « accès à l'eau ».